



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2023332-0003 du 28 novembre 2023

Arrêté préfectoral complémentaire portant prescriptions complémentaires pour l'installation exploitée
par la société ACCURIDE WHEELS TROYES SAS sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE
SAINT-LUC

—
La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences
de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R.
511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation 2013189-0009 du 2 février 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2014154-0002 du 3 juin 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2015009-0013 du 9 janvier 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2016106-0001 du 15 avril 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à
M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines – Campagne de septembre 2022 ;

VU le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines – Campagne de mars 2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 28 juillet 2023 de la direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement et du logement, établi à la suite de la visite d'inspection du
13 avril 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier recommandé avec accusé de réception du 22 août 2023 ;

VU le courrier de la société du 6 septembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que la société ACCURIDE WHEELS est tenue par son arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-183-009 du 2 juillet 2013, de réaliser un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines au droit de son site de LA CHAPELLE-SAINT-LUC ;

CONSIDÉRANT que la tendance est à une diminution et/ou à la stabilisation des concentrations des différents polluants mesurés dans le cadre du suivi piézométrique, en particulier concernant le chrome VI, le nickel et les solvants chlorés ;

CONSIDÉRANT qu'en aval hydraulique, les concentrations de ces polluants sont stables depuis 2008, mais restent supérieures aux exigences de qualité ;

CONSIDÉRANT que la pollution des eaux par le nickel est observée au centre du site à des niveaux de concentrations supérieures aux valeurs de référence, mais que l'origine de la pollution n'a pas été démontrée ;

CONSIDÉRANT que la pollution des eaux par le chrome VI, qui provient également de l'amont hydraulique, s'atténue globalement depuis 2008 ;

CONSIDÉRANT que la pollution des eaux souterraines par le tétrachloroéthylène provient de l'amont hydraulique du site ;

CONSIDÉRANT la pollution des eaux souterraines par le tétrachloroéthylène dont les concentrations sont fortes au centre de l'installation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Table des matières

TITRE 1 – GESTION DE LA POLLUTION DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES.....	3
CHAPITRE 1.1 DOMAINE D'APPLICATION.....	3
CHAPITRE 1.2 DIAGNOSTIC DE POLLUTION.....	3
CHAPITRE 1.3 PLAN DE GESTION.....	3
TITRE 2 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION.....	4
CHAPITRE 2.1 NOTIFICATION ET PUBLICITÉ.....	4
CHAPITRE 2.2 EXÉCUTION.....	4

TITRE 1 – GESTION DE LA POLLUTION DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

CHAPITRE 1.1 DOMAINE D'APPLICATION

La société ACCURIDE WHEELS TROYES SAS est tenue de respecter les prescriptions complémentaires prescrites par le présent arrêté pour l'exploitation d'une installation sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE SAINT-LUC.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la gestion de la pollution aux solvants chlorés, constatée dans les eaux souterraines.

CHAPITRE 1.2 DIAGNOSTIC DE POLLUTION

En l'absence d'utilisation, l'exploitant réalise les opérations ci-dessous afin de statuer sur une éventuelle pollution historique des lieux :

- évacuation de l'ensemble des solvants chlorés utilisés ou stockés dans l'installation ;
- évacuation des déchets potentiellement souillés par des solvants chlorés.

Sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un schéma conceptuel, au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 susvisée, c'est-à-dire comportant a minima :

- un recueil de données existantes (historique du site, études documentaires,...) ;
- une caractérisation des milieux et des pollutions (caractéristique du sol, de la nappe, caractéristiques et comportements des polluants) ;
- un programme d'investigations adapté (recherches de fuites de polluants, analyses de sols, analyses des eaux souterraines...) afin de localiser, caractériser et quantifier les polluants.

Sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant communique à la préfète de l'Aube et à l'inspection des installations classées, le schéma conceptuel et les résultats de ses investigations permettant de justifier de la pertinence et de la suffisance du diagnostic de la source de pollution au nickel, au chrome VI et aux solvants chlorés.

CHAPITRE 1.3 PLAN DE GESTION

Sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à la préfète de l'Aube et à l'inspection des installations classées, un plan de gestion au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 susvisée, c'est-à-dire comportant a minima :

- un volet relatif à la localisation, la quantification et la caractérisation des pollutions ;
- un volet relatif à la définition des objectifs de traitement de la pollution ;
- un volet relatif au plan de gestion incluant un bilan « coûts-avantages » ;
- un volet relatif à la surveillance environnementale, en proposant si nécessaire la pose de nouveaux piézomètres.

TITRE 2 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

CHAPITRE 2.1 NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au président de la société ACCURIDE WHEELS TROYES SAS.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA CHAPELLE SAINT-LUC, pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis sera affiché par le maire de LA CHAPELLE SAINT-LUC, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de la coordination interministérielle et de la concertation publique.

Le présent sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 2.2 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de LA CHAPELLE SAINT-LUC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.